



ÉLECTION À LA CAN DU SNES-FSU

CETTE PUBLICATION A ÉTÉ RÉDIGÉE PAR : SIMON BACH, SANDRINE CHARRIER, LUDIVINE DEBACQ, MAGALI ESPINASSE, CLAIRE-MARIE FERET, GRÉGORY FRACKOWIAK, CÉDRIC GERLAND, CLAIRE GUÉVILLE, ANNE-SOPHIE LEGRAND, HERVÉ LE FIBLEC, GWÉNAËL LE PAIH, JULIEN LUIS, EMMANUEL SECHET, LAURENT TRAMONI, SOPHIE VÉNÉTITAY, CYRIL VERLINGUE

ÉDITO

Du 13 mai au 4 juin, votez Unité&Action

Vous allez voter pour désigner la direction nationale du SNES-FSU. C'est bien une des forces de notre organisation que de vous donner la parole à cette occasion. Plusieurs listes se présentent à vous, comment s'y retrouver ?

Unité&Action est le courant de pensée majoritaire, fort d'un projet et d'une méthode.

Un projet ? U&A porte des propositions fortes, qui forment un tout cohérent pour un second degré tourné vers la démocratisation de notre École, l'émancipation par les savoirs, des personnels qualifiés et revalorisés. **Une des forces d'U&A est aussi de penser la nécessaire transformation de la société : les fractures scolaires, économiques, sociales, environnementales existantes sont le produit des rapports de domination inhérents au capitalisme.** La rupture avec ce modèle économique s'impose : c'est donc bien un projet global pour la société que nous portons. U&A, c'est aussi une méthode. Convaincre et rassembler : **c'est en construisant un rapport de force majoritaire qu nous pourrons peser et gagner.** C'est cette boussole qui guide notre action, à l'image des mobilisations

de ces dernières années. En lien constant et direct avec les syndiqué-es et la profession, U&A a déployé de vastes campagnes sur le Pacte, le « Choc des savoirs », les retraites, le lycée Blanquer... la prise de conscience collective qui s'en est suivie a permis d'entraîner les collègues dans l'action, dans la grève, les rassemblements et ainsi de faire bouger les lignes, de gagner la bataille des idées, de cranter les premiers pas d'une victoire de fond. L'action est diverse ; sans tabou, U&A débat avec vous des modalités d'action, avec une ligne directrice : pour gagner, l'action doit rassembler la majorité de la profession.

L'unité et l'action ne sont pas de vains mots. Notre courant de pensée les incarne et les fait vivre au quotidien pour transformer l'École et la société. Pour continuer de faire du SNES-FSU un puissant outil au service des syndiqué-es, des luttes et de la transformation sociale, **votez Unité&Action !**

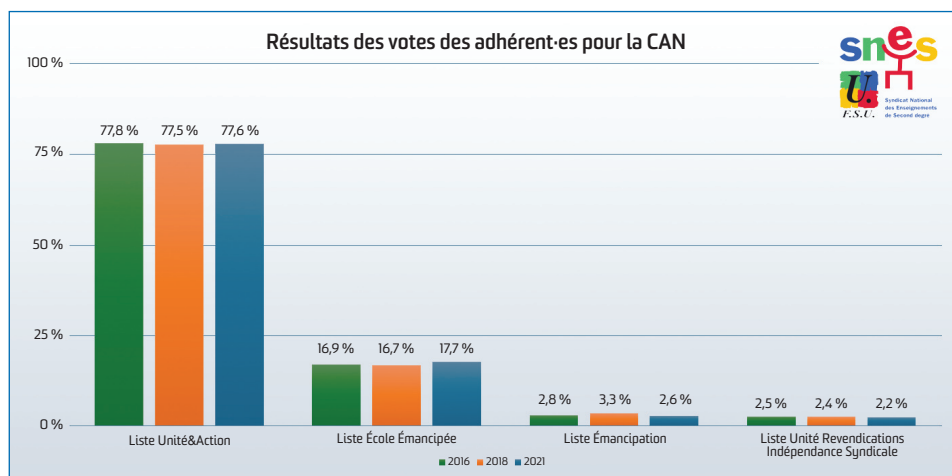
■■■ Égalité femmes-hommes

Les équipes Unité&Action sont sur tous les fronts pour défendre l'égalité femmes-hommes, sujet transversal porté collectivement dans les instances représentatives, sur nos lieux de travail et dans la société. Si le gouvernement a communiqué sur cette « *grande cause nationale* », les évolutions dans la Fonction publique le contredisent. Toutes les réformes structurelles vont à l'encontre de l'égalité femmes-hommes : mérite, retraite, Pacte, contrat plutôt que statut, temps incomplet des AESH, etc. Le SNES-FSU a mis inlassablement en lumière les effets de ces projets auprès de nos professions comme du grand public. **L'articulation entre le travail d'instance pour obtenir l'application de l'accord égalité femmes-hommes dans l'Éducation nationale et l'action sur le terrain a permis de faire grandir les mobilisations jusqu'à aboutir à un appel large à la grève féministe le 8 mars.** Le SNES avec la FSU agit sans relâche pour faire de l'égalité une réalité.

■■■ Pourquoi le pluralisme au SNES ?

Le SNES-FSU est un syndicat pluraliste : ses adhérent-es ont le droit d'élire les responsables syndicaux sur la base d'une orientation, et non sur leur bonne mine. Cela est lié au choix historique, en 1948, de refuser la division entre les partisan-es de la CGT et celles et ceux de FO, qui venaient de se séparer. En permettant l'organisation des tendances, le SNES permettait à tous et toutes de se retrouver dans un même syndicat, en étant assuré-es d'être entendu-es. Unité&Action défend cette conception unitaire. Issue de la tendance constituée en 1948 pour défendre le maintien du SNES à la CGT, **U&A a rapidement accueilli tous ceux et toutes celles qui se retrouvaient dans une orientation combative, refusant les exclusives, rassemblant dans l'action, et partant des revendications des personnels pour construire une alternative**

éducative, économique et sociale. U&A a toujours refusé d'être assujettie à un courant ou un parti politique : ses militant-es ont des engagements partisans et des sensibilités diverses à gauche. Cette indépendance lui a aussi valu la confiance des syndiqué-es, qui, depuis 1967, lui accordent à chaque élection une majorité pour diriger le syndicat. **U&A a été une force motrice dans la création, en 1993, de la FSU.** Elle œuvre à la recherche de synthèses entre les différentes approches des questions, notamment celles des autres tendances, et considère qu'au final, le SNES et la FSU doivent être en mesure d'entraîner la masse des collègues dans l'action pour pouvoir réellement peser et agir.



■■■ Fonction publique

La Fonction publique emploie cinq millions d'agent·es. Cela suppose des principes et une organisation qui assurent l'unité de l'action publique et la prise en compte des différents besoins de la population. C'est le rôle du statut général des fonctionnaires et des statuts particuliers ; ils placent l'agent public au sein du collectif qu'est la Fonction publique. **Pour Unité&Action, la reconnaissance des métiers et des qualifications des fonctionnaires est au cœur de l'action de la FSU**, fédération de la Fonction publique, parce que les droits accordés aux fonctionnaires sont autant de garanties pour les citoyen·nes et les usager·es des services publics : intérêt général, égalité d'accès, laïcité, neutralité dans l'exercice des missions, continuité, adaptabilité. La lutte contre le projet politique libéral (contrat, individualisation) implique de promouvoir la titularisation et le recrutement par concours. Il s'agit de conforter le droit à la carrière et à la pension, et ainsi de préserver la Fonction publique de la corruption et des intérêts particuliers.

■■■ Faire réussir toute la jeunesse

Le SNES-FSU est porteur d'un projet éducatif : la démocratisation du second degré avec une culture commune émancipatrice portée par des contenus d'enseignement et des pratiques pédagogiques permettant aux jeunes de comprendre le monde et de construire une société plus démocratique et solidaire. Les programmes scolaires devraient être construits en cohérence et en articulation sur tout le second degré, pour permettre aux jeunes, par des voies diverses au lycée, de construire une culture commune et d'accéder à des poursuites d'études ouvertes et diversifiées.

Pour Unité&Action, à l'opposé des logiques qui président à l'écriture des futurs programmes du collège, **les programmes doivent donner plus de sens aux apprentissages, favoriser réflexion critique, raisonnement et mise en activité**. Ils doivent se fonder sur l'évolution des disciplines, en lien avec la recherche. Les pratiques pédagogiques et les méthodes doivent relever de la liberté pédagogique et de l'expertise professionnelle des professeur·es.



■■■ La rupture écologique : un combat syndical

Nos conditions de vie et de travail sont amplement dégradées par le dérèglement climatique : vagues de chaleur, inondations, épuisement des ressources... Les pollutions environnementales menacent la santé des personnels et des élèves : amiante, plomb, PFAS et autres particules fines. La vétusté de nombreux établissements scolaires accentue ces risques. **Unité&Action se bat pour obtenir des adaptations de nos conditions de travail face au dérèglement climatique mais aussi pour atténuer l'empreinte carbone de l'Éducation nationale**.

Le bâti scolaire, majoritairement constitué de passoires énergétiques, occupe une part importante dans les émissions au niveau national. Les repas servis au quotidien dans les cantines scolaires devraient constituer un levier essentiel pour, notamment, favoriser une agriculture bio et locale.

Pour Unité&Action, il est nécessaire d'acter une rupture écologique avec la consommation sans limites et l'indicateur de la croissance. **Le SNES-FSU défend une sortie du modèle capitaliste et productiviste, qui épuise les ressources planétaires**.

■■■ Master et Agrégation pour nos métiers

Unité&Action défend un haut niveau de qualification à l'entrée de nos métiers avec un Master pour l'externe du CAPES tout en confortant l'agrégation comme concours du second degré pour en faire le corps de référence. Transmettre aux élèves des savoirs exigeants sans les abréger mais en les adaptant habilement pour préparer de futurs apprentissages exige des professeur·es maîtrisant les contenus disciplinaires. Il s'agit aussi de garder une norme d'emploi comparable à celle d'autres métiers qualifiés tout en préservant l'accès aux indices de la Fonction publique comme cadre A, ce qui n'empêche en rien de se battre pour leur revalorisation. **Pour U&A, ces études longues pour accéder à nos métiers doivent s'articuler avec des recrutements massifs dès la Licence pour mettre les étudiant·es à l'abri des difficultés financières**. Recruter en cours de L3 sans aucune année de préparation comme le veut le ministère ne permettrait ni d'attirer de nouveaux et nouvelles candidat·es car la perspective de revaloriser les salaires s'éloigne avec un concours niveau Licence, ni de défendre l'expertise professionnelle avec deux ans de formation aux « bonnes pratiques ».

■■■ Le SNES dans la FSU

La FSU est une « fédération de syndicats nationaux » : elle s'est construite sur le principe du respect des champs de syndicalisation de ses syndicats pour éviter les dérives de l'ancienne FEN qui avaient conduit à son éclatement. **Pour U&A, ce principe est essentiel : aucun syndicat national ne peut se voir imposer une position concernant le champ et les personnels qu'il représente**. Les positions fédérales sont le résultat d'une synthèse à laquelle doivent participer les trois « piliers » de la fédération (syndicats nationaux, sections départementales et tendances) afin que celles-ci soient au plus près des intérêts des syndiqué·es. Mais le « droit de tendances » à la FSU ne permet en aucun cas de contester la place des syndicats nationaux, en particulier celle du SNES, syndicat qui a le plus d'adhérent·es et où U&A est le plus fort. L'enjeu des élections internes à la CAN est majeur pour réaffirmer cette vision de l'activité syndicale et fédérale.

DU 13 MAI AU 4 JUIN, VOTEZ UNITÉ&ACTION

2 Élection à la CAN du SNES-FSU



■■■ Défendre le post-bac des lycées, une évidence et un impératif pour Unité&Action

Dans la continuité des trois voies du lycée, la diversité du supérieur représente une force du système éducatif français à laquelle U&A est attachée pour atteindre l'objectif que se sont fixé le SNES et la FSU d'un supérieur accessible à toutes et tous. Le post-bac, BTS et CPGE, constitue une originalité française qui permet à des centaines de milliers de jeunes de poursuivre des études supérieures publiques, gratuites et accessibles au sein des lycées alors que Parcoursup fait la part belle au privé. **U&A a toujours œuvré pour l'ouverture sociale des classes préparatoires aux grandes écoles qui accueillent, au fil du temps, un public qui se diversifie, davantage hétérogène scolairement qu'auparavant. U&A défend le déploiement de CPGE pour bachelier-es technologiques et professionnel-les qui doit se faire avec des moyens dédiés et nouveaux.**

Alors que le ministère, ces dernières années, a tenté à plusieurs reprises de fragiliser le post-bac ou le corps des professeur.es de chaires supérieures, U&A a été partie prenante de mobilisations gagnantes qui ont fédéré les collègues et fait reculer le ministère.

■■■ Un lycée, trois voies, un objectif

Le SNES-FSU veut penser le lycée comme le creuset d'une culture commune dans le cadre d'une scolarité obligatoire portée à 18 ans. Cependant, **pour U&A, fabriquer du commun, ce n'est pas uniformiser les parcours, comme le proposent les partisans du lycée unique.** Les trois voies du lycée, professionnel, général et technologique forment un cadre clair pour la formation des jeunes.

L'organisation des enseignements doit assurer cohérence et spécialisation progressive des apprentissages dans une logique d'approfondissement et d'ajouts d'enseignements.

Afin d'assurer la préparation aux études supérieures dans les meilleures conditions possibles, **il faut penser le difficile équilibre entre deux nécessités, celle des enseignements les plus communs possibles et celle de la spécialisation.** Cela suppose un processus d'orientation qui intègre les possibilités de revenir sur des choix. Cela oblige à penser conjointement une organisation des enseignements, leur évaluation et des contenus, dans une logique qui désamorce les mécanismes de ségrégations scolaires, sociales, genrées et territoriales.

ALORS QUE LE MINISTÈRE CHERCHE À FUSIONNER LES CORPS DE FONCTIONNAIRES POUR QU'ILS SOIENT INTERCHANGEABLES, U&A PROMeut DES ÉQUIPES PLURIPROFESSIONNELLES, AVEC DES PERSONNELS D'ÉDUCATION ET DE PSYCHOLOGIE EN NOMBRE, AUX MÉTIERS RECONNUS ET AUX MISSIONS COMPLÉMENTAIRES.

■■■ Non-titulaires

Le maintien dans la précarité d'un grand nombre de non-titulaires fragilise les collectifs de travail et nos revendications de revalorisation. **Pour Unité&Action, la lutte contre cette précarité et la défense des droits des non-titulaires sont indissociables de la défense du statut qui garantit les droits de l'ensemble des personnels.**

Le recrutement par concours est une pierre angulaire du statut car il garantit l'égalité des citoyen-es pour accéder aux emplois publics sur leurs seules compétences. C'est pourquoi notre revendication première est celle d'un plan de titularisation qui ne remet pas en cause ce principe fondamental. Ce plan doit être financé par une programmation pluriannuelle. Il doit prévoir des voies d'accès diversifiées, du concours interne à l'entrée en année de stage avec dispense d'épreuves théoriques pour les collègues plus ancien-nes.

La titularisation sans condition de toutes et tous les non-titulaires ouvrirait une brèche fatale au statut et donc à l'ensemble des personnels.



■■■ Un syndicalisme de métier

Pour U&A, le SNES doit être le syndicat de toute la profession, capable de la représenter et de défendre ses intérêts. Chaque collègue y a sa place, quelle que soit sa sensibilité ; les courants de pensée sont là pour permettre ce pluralisme. Car le syndicat doit réunir, non pas celles et ceux qui partagent les mêmes opinions, mais celles et ceux qui partagent les mêmes intérêts professionnels. Il doit toujours s'adresser à l'ensemble de la profession, et non pas à une petite « élite » militante. **Notre syndicalisme défend l'autonomie professionnelle : le métier appartient à celles et ceux qui l'exercent et non aux hiérarchies.** C'est donc à elles et eux, collectivement, de définir ce qu'est le métier et comment il doit s'exercer : le syndicat est là pour le permettre et pour lutter afin de l'imposer. Mais on ne pourra pas construire une École réellement démocratique dans une société dans laquelle perdurent les injustices et l'exploitation. **On ne changera pas l'École sans changer la société ; mais changer l'École en mobilisant le plus grand nombre de collègues est un des moyens de la transformation sociale.**

// DU 13 MAI AU 4 JUIN, VOTEZ UNITÉ&ACTION



■■■ PPCR et décret ORS : des textes qui structurent nos métiers

Les décrets sur les obligations réglementaires de service (ORS) de 2015/2017 sont des *conquis* majeurs pour nos professions. Ils sécurisent la définition de nos services, sur la base de maximums définis pour les enseignant-es en heures d'enseignement dans la discipline, de façon hebdomadaire et non annualisée. Ils cadrent l'évaluation et ses conséquences sur la carrière, dans un contexte où les méfaits du management explosent dans la plupart des services. C'est grâce à l'accord PPCR de 2017, que la FSU a signé, qu'il n'y a plus d'obstacle à l'accès à la hors-classe et que la classe exceptionnelle a permis de dé plafonner nos carrières qui, victimes de la dégringolade de la valeur du point d'indice, n'avaient plus connu d'évolution positive depuis 1989. Il s'agit aujourd'hui de défendre et amplifier ces *conquis*, d'agir dans l'unité avec les autres fonctionnaires pour revaloriser le point d'indice et de créer des alliances avec les citoyen-nes usager-es des services publics pour contrer l'offensive libérale contre la Fonction publique, la Sécurité sociale et le Code du travail.



**IL S'AGIT
AUJOURD'HUI DE
DÉFENDRE ET
AMPLIFIER CES
CONQUIS, D'AGIR
DANS L'UNITÉ AVEC
LES AUTRES
FONCTIONNAIRES
POUR
REVALORISER LE
POINT D'INDICE.**

■■■ Le SNES sur tous les terrains : la pratique U&A pour faire avancer nos revendications. De la construction du rapport de force au travail dans les instances.

Le syndicalisme d'Unité&Action s'incarne dans une présence auprès des collègues dans les salles des profs, avec une participation aux nombreuses instances dans lesquelles nous représentons les personnels : conseils d'administration, instances techniques ou paritaires en département, en académie, et au niveau ministériel. Les militant-es Unité&Action y défendent un service public d'éducation ambitieux, les statuts, les carrières, les rémunérations et dans ce cadre portent les exigences de la profession. Elles et ils combattent les politiques gouvernementales, les mensonges et les errements de l'administration et alertent sur les conséquences des politiques managériales et libérales.

Les militant-es U&A construisent un rapport de force pour peser face à l'administration. **Voter U&A, c'est renforcer cette présence militante quotidienne dans les établissements ET les actions syndicales dans les instances.** Cela participe à mobiliser les personnels pour des combats à d'autres échelles.

Deux exemples :

■■■ Défendre les postes

Siéger en conseil d'administration ? Construire la lutte avec les collègues de son établissement ? Interpeler le recteur ou la rectrice en Comité social d'administration académique (CSAA) ? **Pour Unité&Action, tous les moyens sont bons pour défendre nos métiers et empêcher la destruction du service public.** En janvier, lors de la préparation de la rentrée suivante, les élu-es de la FSU qui siègent au CSAA sont en lien permanent avec les collègues syndiqué-es dans les établissements et avec les militant-es des sections départementales. Ainsi, quand une DHG est en baisse, que des divisions ferment dans un établissement, c'est l'action syndicale qui peut permettre de maintenir des postes. Après les interventions des élu-es du SNES-FSU au CA, les actions locales (grève, rassemblements, pétitions...), souvent avec les parents d'élèves et la section départementale ou académique, c'est la bagarre au CSAA des élu-es de la FSU qui *in fine* peut rétablir une division fermée, une spécialité retirée en lycée ou maintenir un poste menacé.

■■■ Créer de l'unité sur nos positions

Le Conseil supérieur de l'éducation (CSE) soumet aux représentant-es de l'ensemble de la communauté éducative tous les projets de textes réglementant le système éducatif. Si cette instance est consultative, le SNES-FSU s'en empare pour exprimer son refus des réformes néfastes et porter des propositions fortes en cohérence avec ses mandats. Par exemple, depuis la suppression de la technologie en Sixième, les représentant-es du SNES-FSU au CSE se sont engagé-es dans un travail unitaire au long cours avec d'autres organisations syndicales et la FCPE. **Les militant-es U&A qui y siègent participent activement à rassembler la plus large intersyndicale possible afin que le CSE exprime des vœux, des amendements et votes presque unanimes.** En écho avec les mobilisations sur le terrain, ce travail d'union dans les instances a abouti récemment au report des épreuves de spécialité en fin d'année scolaire et à la médiatisation des rejets massifs contre les textes du « Choc des savoirs » qui portent atteinte à l'unité du second degré.

DU 13 MAI AU 4 JUIN, VOTEZ UNITÉ&ACTION



Élection à la CAN du SNES-FSU, une publication U&A SNES-FSU, mai 2024

Contact : Gwenael Le Païh (gwenael.le-paih@snes.edu), SNES-FSU, 46, avenue d'Ivry, 75647 Paris Cedex 13

Imprimerie Roto France, 25 Rue de la Maison Rouge, 77185 Lognes